

Ministère de l'Economie et des Finances
du Burkina Faso

Banque Mondiale

Institut Panafricain pour le Développement
Afrique de l'Ouest Sahel (IPD/AOS)

**Cours Banque mondiale
COMBATTRE LA PAUVRETE**

Thème spécifique:

**POLITIQUES EDUCATIVES ET LUTTE CONTRE
LA PAUVRETE AU BURKINA FASO**

Note introductive aux débats

Ouagadougou, Mars 2002

**ILBOUDO K Ernest
Maître Assistant UFR/SEG
Université de Ouagadougou
Tél 35 11 95 et 26 08 07
ernestk_ilboudo@yahoo.fr**

Sommaire

I- Quelles sont les mesures prises au Burkina Faso pour améliorer l'éducation en particulier pour réaliser la scolarisation universelle ?

II- Les politiques éducatives mises en œuvre contiennent-elles des dispositions de nature à réduire la pauvreté ? Le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) intègre-t-il les politiques éducatives les plus pertinentes ?

III- Quels sont les progrès accomplis en matière d'Education Pour Tous ?

IV- Les indicateurs de suivi et d'évaluation du CSLP dans le domaine de l'éducation sont-ils complets et pertinents ?

INTRODUCTION

Il est établi que l'éducation est source de croissance et donc de bien être (théorie du capital humain).

Le capital humain (ensemble des connaissances et des compétences que possèdent les individus) a autant d'importance dans la production que le capital physique (bâtiments, machines, équipements techniques, stocks de matières premières et marchandises).

Les individus consacrent du temps et de l'argent à l'éducation et à la formation parce que ceux qui sont plus éduqués gagnent mieux leur vie.

Les gouvernements consacrent les deniers publics à l'éducation parce qu'ils sont convaincus qu'une population mieux éduquée contribue à un développement plus rapide.

Le capital humain se développe au moyen de l'éducation et de la formation. D'où l'utilité et la nécessité d'investir dans l'éducation et la formation.

Depuis 1990, le Burkina Faso à l'instar des autres pays d'Afrique au sud du Sahara a souscrit à la résolution de Jomtien sur l'Education Pour Tous (EPT).

Il s'est doté d'un Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) à côté d'une multitude d'autres documents à caractère stratégique aussi bien sectoriel (Plan stratégique de la recherche scientifique, Lettre de Politique pour le Développement Agricole (LPDA), Programme Stratégique Opérationnel (PSO), Programme d'Investissement du Secteur Agricole, Le Plan d'Action pour l'Elevage, Programme d'Action Nationale de Lutte contre la Désertification (PAN/LCD), Stratégie Nationale et le Programme d'Action en matière de Biodiversité, Document de politique Sanitaire National, Plan d'Action pour la Survie, la Protection et le Développement de l'Enfant, Plan d'Action pour la Sécurité Alimentaire (PSAN), Plan de Développement de l'Enseignement post-primaire, etc.) que transversal (Plans quinquennaux de développement, Textes portant RAF, Textes d'Orientation de la

Décentralisation (1998), Politique Nationale de Population, Document Cadre de Politique Economique (DCPE), Plan d'Action pour la Promotion de la Femme, Plan d'Action Nationale pour l'Environnement, Plan national de Bonne Gouvernance, Lettre d'intention de développement humain durable, Lettre de politique de développement rural décentralisé etc.) .

Dans la lutte contre la pauvreté, parmi les secteurs élus, celui de l'Education occupe une place de choix.

Dans le processus de mise en œuvre du CSLP et avec le recul du temps, plusieurs questions méritent d'être posées :

- 1°) Quelles sont les mesures prises au Burkina Faso pour améliorer l'éducation en particulier la scolarisation universelle ?
- 2°) Les politiques éducatives mises en œuvre contiennent –elles des dispositions de nature à réduire la pauvreté ?
- 3°) Quels sont les progrès accomplis dans le cadre de l'Education Pour Tous ?
- 4°) Les indicateurs de suivi et d'évaluation contenus dans le cadre stratégiques sont-ils pertinents surtout lorsqu'il s'agit de mesurer l'impact de l'éducation sur la réduction de la pauvreté ?

I- Quelles sont les mesures prises au Burkina Faso pour améliorer l'éducation en particulier la scolarisation universelle ?

1.1-Les repères historiques et internationaux de l'option pour l'Education Pour Tous (EPT) au Burkina Faso.

Nous citerons ici quelques évènements de grande importance :

- 1) La Conférence de Jomtien en 1990 (5 – 9 Mars) dont la résolution principale est que « Tous les enfants devraient avoir accès à l'enseignement primaire ». Délégués de 155 pays plus les représentants de 150 organisations.
- 2) Bamako 1990

3) Johannesburg 1999 : Bilan de l'éducation fait par les délégués de 47 pays d'Afrique subsaharienne.

4) Le Forum mondial sur l'Education de Dakar en 2000 (26 – 28 Avril).

Le Forum de Dakar réaffirme les objectifs de Jomtien et prend l'engagement de travailler à la réalisation des engagements pris à l'époque. Le Forum affirme en particulier que « Aucun pays avec un plan crédible pour atteindre l'EPT ne devrait manquer le financement au plan international »

1.2-Les principaux évènements et actions en faveur de l'EPT au Burkina

Comme toute nation, le Burkina Faso s'est inscrit depuis longtemps et selon ses moyens dans une perspective d'élimination de l'analphabétisme. Il sera conforté par la Conférence Jomtien et engagera de multiples actions concourant à l'Education pour Tous. Le tableau ci-dessous en rappelle les plus significatives.

Tableau n°1 - Evènements en faveur de l'EPT au Burkina Faso

Années	Nature de l'initiative	Objectif visé
1989 Août 1989	Evaluation éducative de base 2 ^e séminaire sur l'éducation de base	Préparer plan d'éducation Préparer plan d'éducation
1990	Plan d'action pour la protection, la survie et le développement de la PEE	Protéger la petite enfance
1992	Innovations pédagogiques (CDF, CMC)	Augmenter l'accès à l'éducation, mieux utiliser les infrastructures scolaires et le personnel enseignant
1991	Deuxième Plan Quinquennal de Développement Populaire de l'Education de Base	Développer l'Education de Base
1992	Installation d'un Comité EPT	Coordonner les actions, développer l'éducation de base
1993	Organisation de la Conférence panafricaine sur l'éducation des filles	Echanges pour mieux développer l'éducation des filles
1994	Adoption du plan d'action pour la promotion de l'éducation des filles	Promouvoir le développement de la scolarisation des filles
1994	Colloque national sur l'EPT	Discuter sur la situation de l'éducation de base et les stratégies pour son développement
1994	Séminaire sous-régional d'évaluation de l'EPT	Evaluer les difficultés et identifier les réussites
1994	Séminaire Evaluation sur l'éducation des filles	Analyser les stratégies utilisées
1994	Etats Généraux de l'Education	Réorienter le développement de l'éducation de base et de l'éducation en général
1995	Première opération de distribution gratuite de manuels scolaires aux établissements	Améliorer la qualité de l'éducation et baisser la pression des charges pesant sur les ménages pour la scolarisation
1995	Mise en place du projet ES/CEBNF	Amélioration de l'expansion et de la qualité de l'Education de Base
1996	Vote de la loi d'orientation de l'éducation	Créer un cadre juridique pour le développement de l'éducation
1996	Adoption du projet d'appui à l'enseignement de base (PAEB)	Appuyer le développement de l'éducation de base dans les domaines de la collecte des données
1996	Adoption du projet d'appui canadien à l'éducation de base (PACÉB)	Appuyer le développement de l'éducation de base notamment dans le domaine de la qualité

1996	Lancement de l'opération « Zanu »	Développer les communautés villageoises en prenant l'analphabétisation comme support
1999	Adoption du programme conjoint de soutien à l'éducation de base	Développer l'éducation et réduire les disparités entre provinces
1999	Adoption du Plan Décennal de l'Education de Base 2000/2009	Organiser le développement de l'éducation de base pour les dix années à venir
1999	Lancement du projet japonais d'appui à l'enseignement primaire	Réaliser les infrastructures scolaires
1999	Forum National sur l'Alphabétisation	Evaluation des stratégies d'alphabétisation

Source : MEBA/Burkina : Education Pour Tous : Bilan à l'an 2000. Novembre 1999

II- Les politiques éducatives mises en œuvre contiennent –elles des dispositions de nature à réduire la pauvreté ? Le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté intègre-t-il les politiques éducatives les plus pertinentes ?

2.1- Priorités nationales actuelles.

2.1.1-Pour l'Education de base (Education non formelle et Education formelle)

⇒ ***Documents stratégiques de référence :***

Loi d'orientation de l'éducation, Plan décennal de développement de l'éducation de base (PDDEB), et pour l'Education non formelle de manière spécifique, Le Faire Faire et Partenariat au développement

Les politiques ont beaucoup changé avec le temps, mais depuis la décennie quatre vingt dix (90), on note une certaine stabilisation autour de quatre axes que reprennent le dernier Plan décennal de développement de l'enseignement de base(2000-2009) et le CSLP.

Les premières préoccupations étaient axées sur l'augmentation quantitative.

De plus en plus, la réduction des dépenses (efficacité et efficience) et la recherche de la qualité et pertinence prennent de l'importance. Depuis l'adoption des programmes d'ajustement, un accent particulier est mis sur la réduction des coûts.

1-Expansion de l'enseignement de base (construction et équipement de salles de classes, recrutement et formation de nouveaux enseignants, réduction des disparités et promotion de l'initiative privée)¹.

Tableau n°2-Indicateurs d'expansion

¹ Y compris mise en œuvre de classes multigrades, classes double flux, ecoles satellites, centre d'éducation de base non formelle.

Indicateurs	Situation en 2000	Objectif 2010
TBS	42,3 %	70 %
% de filles	41,2 %	45 %
% du privé	11,5 %	20 %
Réduire les disparités	Komandjari 16,5 % de TBS	56,6 % de TBS

Source : PDDEB 2000-2009

2-Amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation de base²

- amélioration de la compétence des enseignants ;
- formation des personnels d'encadrement ;
- amélioration de la production et de la mise à disposition des manuels et matériels didactiques ;
- mise en place d'un dispositif permanent d'évaluation de la qualité des écoles et de l'enseignement dispensé ;

Tableau n°3-Indicateurs de qualité

Indicateurs	Situation en 2000	Objectif 2010
Taux de succès au CEP	49,12 %	75 %
% redoublants (à réduire)	17 % (1999)	10 %
% de maîtres logés	44 %	100 %

Source : PDDEB 2000-2009

3-Intensification et amélioration de la qualité des actions d'alphabétisation

Tableau n°4-Indicateurs d'expansion et de qualité dans le domaine de l'alphabétisation

Indicateurs	Situation actuelle	Objectif 2010
Taux d'alphabétisation	26 % (1998)	40 %
% réussite aux évaluations	60 % (1997)	80 %

Source : PDDEB 2000-2009

4-Amélioration des capacités de planification et de gestion du système et le financement de l'éducation³

- réalisation d'études visant l'amélioration des outils de gestion et des stratégies de pilotage du secteur ;
- formation des personnels des services centraux et déconcentrés ;
- production d'un manuel de procédures ;

² Y compris l'introduction des langues nationales dans l'enseignement

³ Y compris les politiques et méthodes visant la réduction des coûts unitaires

- recherche de nouvelles formules de prise en charge de l'école.

Tableau n°5-Indicateurs de financement

Indicateurs	Situation en 2000	Objectif 2010
Budget MEBA / Budget Etat	13,8 %	20 %

Source : PDDEB 2000-2009

2.1.2-Pour l'Enseignement secondaire

⇒ Document de référence

Plan stratégique de développement de l'enseignement post-primaire,

⇒Priorités

- * Développement de l'offre (ouvrir un CEG par département et un Lycée dans tout chef lieu de province)
- * Amélioration de la qualité de l'enseignement
- * Amélioration de la gestion du système

2.1.3- Pour l'Enseignement supérieur

⇒ Priorités

- * Maîtrise des flux
- * Professionnalisation de l'enseignement
- * Privatisation de l'enseignement (ouverture d'établissement privés, réduction des subsides aux étudiants, désengagement de l'Etat)
 - Accroissement des infrastructures

2.2- Dans quelle mesure le CSLP prend-il en compte les besoins spécifiques des pauvres en matière d'éducation?

La lecture du CSLP appelle deux remarques principales :

1°) La place faite à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur est faible. La priorité absolue est donnée à l'éducation de base.

2°) Même dans l'enseignement primaire (qui est pris en compte dans le CSLP), les politiques restent relativement générales. Elles ne sont pas assez ciblées. En ciblant par exemple les provinces pauvres, l'on résout en partie ce problème. Mais il reste que dans les provinces pauvres, il y a également des catégories plus pauvres que d'autres.

L'entrée par l'offre et la qualité reste insuffisante. Il faut s'intéresser aussi à la demande si l'on veut favoriser l'accès à l'éducation et mieux combattre la pauvreté.

III- Quels sont les progrès accomplis en matière d'Education Pour Tous ?

On peut dire depuis Jomtien, au Burkina Faso, tous les efforts sont tendus vers l'EPT. Ces efforts sont le fait du gouvernement mais aussi de ses partenaires (PTF et partenaires sociaux). Le bilan global fait en 1999 dans le cadre de la préparation de Dakar 2000 montre que les progrès réalisés depuis Jomtien sont importants mais malgré ces efforts, la situation reste insatisfaisante.

- 1) Le taux brut de scolarisation reste faible
- 2) Les inégalités de scolarisation entre filles et garçons demeurent fortes
- 3) Les inégalités géographiques demeurent fortes.
- 4) La qualité du service éducatif laisse toujours à désirer.
- 5) Les déperditions restent fortes également

Les progrès réalisés peuvent être repérés dans les tableaux qui suivent.

3.1-Au niveau de l'enseignement préscolaire

Tableau n°6-Infrastructures dans le préscolaire

	1989-1990	1998-99	Taux de croissance par an
Public	53	80	
Privé	14	74	

Ensemble	67	154	9,7%
----------	----	-----	------

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

Tableau n°7-Effectifs dans le préscolaire

	1989-1990	1998-99	Taux de croissance par an
Garçons	2 756	8 921	
Filles	2 834	9 124	
Garçons - Filles	5 590	18 045	15,77%

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

Tableau n°8-Taux bruts de scolarisation dans le préscolaire

	1989-1990	1998-99
Garçons	0,41	1,15
Filles	0,43	1,20
Garçons - Filles	0,42	1,18

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

3.2-Au niveau de l'enseignement primaire

Tableau n°9-Offre de Classes dans le primaire

	1989-1990	1998-99	Taux de croissance par an
Nombre de classes	7 928	15 980	8%

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

Tableau n°10-Taux bruts d'admission dans le primaire

	1989-1990	1998-99
Garçons	30,4 %	36,4

Filles	18,8 %	32,1
Garçons - Filles	24,6 %	42,4

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

Tableau n° 11-Taux nets d'admission dans le primaire

	1989-1990	1998-99
Garçons	12, %	16,4
Filles	8,3 %	11,4
Garçons - Filles	10,1 %	13,9

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

Tableau n°12-Effectifs dans le primaire

	1989-1990	1998-99	Taux de croissance par an
Garçons	293 333	486 293	
Filles	179 646	330 070	
Garçons - Filles	472 979	816 363	

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

Tableau n° 13-Taux bruts de scolarisation dans le primaire

	1989-1990	1998-99
Garçons	30, %	48
Filles	22,4 %	33,4
Garçons - Filles	28,9 %	40,9

Source : MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

Tableau n° 14-Pourcentage de redoublants dans l'enseignement primaire

	1991	1998
Garçons+ Filles	18 %	17
Filles	39 %	40,7%

Source : DEP/MEBA/Burkina

Tableau n° 15-Résultats au CEP

	1992	1999
Garçons+ Filles	60,42 %	64,63 %

Source : DEP/MEBA/Burkina

IV- A propos des indicateurs de suivi et d'évaluation

Le CSLP mérite d'être sérieusement amélioré en ce qui concerne la partie relative aux indicateurs de suivi et d'évaluation

Pour ce faire, l'on pourra utilement s'inspirer des indicateurs contenus dans le Plan décennal.

En tout état de cause, les indicateurs conventionnels devraient être utilisés

- Indicateurs relatifs à la couverture : accessibilité et accès (aire de recrutement, rayon d'action, taux d'admission, taux de scolarisation, taux de transition)
- Indicateurs relatifs au rendement : taux de promotion, de redoublement, d'abandon, rendement de cycle nombre d'années-élèves) etc ;
- Indicateurs relatifs à la qualité : effectifs par classe, taux d'encadrement des élèves comme des formateurs, nombre de manuels par élève etc.
- Indicateurs relatifs au financement, aux dépenses et aux coûts : coûts totaux, coûts moyens, marginaux
- Indicateurs relatifs à l'implication de la société civile et des pauvres eux-mêmes.
- Indicateurs d'impact sur les conditions de vie.

Si ces indicateurs sont pertinents en général, ils ne sont pas toujours dans le contexte de la lutte contre la pauvreté. Ils doivent être utilisés avec circonspection.

Ainsi dans le domaine de l'accès, le fait de passer de 40 à 50% de taux de scolarisation ne signifie pas forcément que plus de pauvres ont eu accès à l'école. Rien ne permet de le dire.

De même, si la distance moyenne à parcourir par un enfant pour rejoindre une école dans une région passe de 5 km à 2 km, cela ne signifie pas forcément que plus de pauvres ont accès à l'école. Cela peut simplement signifier que l'offre d'écoles a augmenté. Si le coût de l'éducation reste élevé (droit de scolarité, coût des fournitures, habillement, repas etc.), le pauvre en sera toujours exclu.

Il faut disposer d'un moyen pour s'assurer que les pauvres ont plus accès à l'école. Encore faut-il bien cibler les pauvres !

La baisse générale du coût pour le pauvre est un bon indicateur dans ce cas. Le Burkina Faso s'est engagé dans cette voie par le don de manuels scolaires, la pratique des cantines scolaires etc.

Tout ceci implique qu'il faut s'intéresser aussi aux indicateurs de demande.

Les différents débats antérieurs sur le CSLP ont montré l'importance de l'implication de la société civile et les pauvres eux-mêmes aussi bien dans son élaboration que dans sa mise en œuvre pour en assurer le succès.

Ce volet reste aussi à améliorer dans le document. Pour faciliter sa mise en œuvre, le CSLP devra contenir ce type de mécanismes. Des indicateurs de participation de la société civile et des pauvres devraient également être élaborés

CONCLUSION

Il est établi que l'investissement dans l'éducation est la clé du développement et du bien être social. Pour avoir compris ceci, le Burkina Faso, en accord avec ses partenaires a engagé de nombreuses actions de nature à augmenter l'offre d'éducation et à en améliorer la qualité. Ces actions sont consignées dans un document dit Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté.

Le processus itératif que l'on observe dans l'élaboration du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté va en garantir le succès. Cette démarche s'est avérée indispensable pour l'implication des différents acteurs et la capitalisation des différentes expériences.

Aujourd'hui, l'on s'engage dans la phase de mise en œuvre et cela implique de disposer d'une batterie d'indicateurs de suivi et d'évaluation.

Dans le court terme, ces indicateurs devront reposer sur une identification bien précise des groupes cibles, les pauvres.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- AN (1996) Loi d'orientation de l'Education (Loi n°96/ADP)

- 2- MEBA/MESSRS (1997) Plan stratégique décennal de l'Education 1997-2005

- 3- Conférence mondiale sur l'Education Pour Tous. Jomtien Thaïlande (5 – 9 mars 1990).
Déclaration Mondiale sur l'Education pour Tous et Cadre d'Action pour répondre aux
besoins éducatifs fondamentaux .

- 4-MEBA/Burkina : Education pour tous : bilan à l'an 2000. Novembre 1999

- 5-Cadre d'action de Dakar
L'Education pour tous : tenir nos engagement collectifs. Forum mondial sur l'éducation
Dakar 26 – 28 Avril 2000.

- 6-Education Pour Tous – Rapport de la Zone Afrique Subsaharienne. Bilan de l'Education
de base en Afrique Subsaharienne 1990-2000.

-Ministère de l'Economie et des Finances
Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté

8-MEBA

Plan décennal de développement de l'éducation de base 2000 – 2009

9-DEP/MEBA/Groupe de Travail sur l'Education de base

« Suivi du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté. Matrice des mesures de réformes soutenues par le second crédit d'appui à la stratégie de réduction de la pauvreté pour 2002 »
Janvier 2002.

10-GTASE-Burkina –Revue de l'analyse sectorielle en éducation- Burkina Faso 1994 et
1999- Mai 2001

11-ROCARE Burkina Recherche opérationnelle sur la coopération en éducation de base
dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest- Rapport de recherche réalisée par ILBOUDO K Ernest
et KABORE Benoît. Mars 2001